Le piège de la reconnaissance d’Israël

le 30/12/2006 11:50:00 (570 lectures)

Article de **Jonathan Cook** publié le **14 décembre 2006** sur le site Electronic Intifada . L'auteur est écrivain et journaliste. Il vit à Nazareth, en Israël.

Dans un style clair, cet article veut montrer la nature du piège tendu au Hamas derrière la soi-disant reconnaissance préalable de l'Etat d'Israël comme condition de toute négociation.

En effet, la reconnaissance du « droit à l'existence » d'Israël signifie l'**abandon de l'objectif de création d'un Etat palestinien** puisque les dirigeants sionistes ont toujours refusé de démarquer les frontières de leur Etat.

En second lieu, ce qui est demandé, ce n'est pas simplement la reconnaissance d'Israël mais de son « droit à l'existence », c'est-à-dire **l'acceptation d'un Etat juif exclusiviste**.

Les conséquences de cette reconnaissance seraient catastrophiques puisqu'il s'agit non seulement de légitimer la négation des droits des palestiniens vivants en Israël mais aussi de renoncer au projet de retour des **réfugiés palestiniens**.

L'acharnement des leaders israéliens à assurer la prépondérance démographique des juifs en Palestine prouve clairement les visées sionistes en la matière.

Le problème auquel les dirigeants palestiniens sont confrontés, dans leurs tentatives désespérées de soulager un tant soit peu les souffrances collectives de millions d'habitants des territoires occupés, se résumerait en quelques mots. Tel un garnement qui n'aurait qu'à se résoudre à prononcer le mot « désolé » pour être autorisé à sortir de la chambre où ses parents l'ont consigné, le gouvernement Hamas n'aurait qu'à dire « nous reconnaissons Israël » et – sommes-nous sommés de croire – un tsunami d'aides financières et de bonne volonté internationales se déverserait à flots sur la Cisjordanie et la bande de Gaza…

Telle était, tout du moins, l'essence d'un récent discours du Premier ministre israélien Ehud Olmert, au cours d'une visite dans le Néguev, discours dans lequel il suggéra l'idée que son pays tendrait une main généreuse vers les foules affamées de Gaza, à travers les sables du désert, si – et seulement, si – le Hamas voulait bien faire acte de contrition. « *Reconnaissez-nous, et nous sommes prêts à parler de paix* », disait l'allusion voilée mais néanmoins transparente.

Une chose est sûre : le peuple palestinien a été puni de manière scélérate d'avoir procédé à un choix démocratique, au début de cette année, en élisant un gouvernement Hamas qui n'a pas l'heur de plaire aux puissances occidentales, dont Israël :

– imposition d'un **blocus économique** privant l'Autorité palestinienne des revenus lui permettant de financer les services vitaux et de rémunérer son personnel pléthorique ;

– des millions de dollars de **taxes** dues aux Palestiniens sont illégalement gelés par Israël, ce qui ne fait qu'exacerber la crise humanitaire ;

– un **blocus physique** sur Gaza, imposé par Israël, interdit depuis lors aux Palestiniens d'exporter leurs productions, constituées essentiellement de produits agricoles périssables, et d'importer des produits indispensables, dont notamment certaines denrées alimentaires et la plupart des médicaments ;

– les **frappes** militaires israéliennes ont endommagé les infrastructures vitales de Gaza, dont les réseaux d'eau potable et d'électricité, tout en tuant des habitants à l'aveugle ;

– enfin, des milliers de familles sont déchirées, Israël prétextant de son conflit avec le Hamas pour ne pas renouveler les **visas** des Palestiniens détenteurs d'un passeport étranger.

La formule magique « Nous vous reconnaissons » pourrait mettre fin à ces souffrances. Alors, pourquoi leur Premier ministre, Ismail Haniyyéh, a-t-il juré, la semaine dernière, qu'il ne les prononcerait jamais, à aucun cas ? Le Hamas est-il tellement empli de haine et de mépris pour Israël en tant qu'Etat juif qu'il serait incapable de faire cette simple déclaration de bonne intention ?

Il est certes très facile d'oublier que même si les conditions se sont détériorées considérablement dans la période récente, les problèmes des Palestiniens n'ont pas commencé avec l'élection du Hamas. L'occupation israélienne entre dans sa quatrième décennie, et aucun dirigeant palestinien n'a jamais été capable d'arracher à Israël une quelconque promesse de réelle souveraineté et, ce, sur la totalité des territoires occupés : ni les mukhtars, ces dirigeants locaux dans une très large mesure complaisants, lesquels, durant des décennies, furent les seuls représentants autorisés à parler au nom des Palestiniens après l'expulsion de la direction nationale palestinienne ; ni l'Autorité palestinienne sous la direction laïque de Yasser Arafat, qui revint dans les territoires occupés au milieu des années 1990, l'OLP ayant reconnu Israël ; ni le leadership dirigé par son successeur Mahmoud Abbas, un « modéré » qui fut le premier à en appeler à ce que fût mis fin à l'Intifada armée ; ni même, aujourd'hui les dirigeants du Hamas, même s'ils en appellent depuis longtemps à une trêve [hudnah] de longue durée, premier pas pour bâtir la confiance.

De même, rares sont les Palestiniens à douter du fait qu'Israël continuerait à renforcer son occupation – exactement de la même manière qu'il l'a fait durant les années dites « d'Oslo », supposées d'établissement de la paix, au cours desquelles le nombre des colons juifs a doublé, dans les territoires occupés – quand bien même le Hamas serait évincé du pouvoir et même si un gouvernement d'union nationale, ou un gouvernement de technocrates, voire même un gouvernement Fatah pur sucre prenait sa place.

Il y a, pour Israël, à l'obtention de cette petite concession de la part du Hamas, **un enjeu bien plus important**que la plupart des observateurs ne l'imaginent. Une déclaration de reconnaissance d'Israël par le Hamas signifierait en effet non seulement que les conditions préalables imposées par Israël à toute négociation seraient réunies, mais aussi que le Hamas serait tombé tête baissée dans le même piège qui avait été tendu, naguère, à Arafat et à son Fatah. Ce piège a pour finalité de s'assurer du fait qu'une quelconque solution pacifique au conflit est totalement impossible.

Cette impossibilité, **ce piège** la garantit de deux manières concomitantes :

1. Tout d'abord, comme l'auront déjà compris tout du moins les observateurs attentifs, la reconnaissance par le Hamas du « droit à l'existence » d'Israël signifierait, de fait, que le gouvernement palestinien **abandonnerait**publiquement sa propre finalité, à savoir lutter en vue de la **création d'un Etat palestinien viable** .

En effet, Israël refuse de démarquer ses propres frontières futures, laissant ouverte la question de savoir ce qu'il considère être l'extension de « son existence » dont il exige du Hamas qu'il la reconnaissance. Nous savons bien que personne, au sein du leadership israélien, n'envisage un quelconque retour aux frontières israéliennes antérieures à la guerre de 1967, ni même à quelque chose d'approchant.

Sans un retrait à l'intérieur de ces frontières antérieures à 1967 (auquel devrait s'ajouter un injection substantielle de bonne volonté israélienne, afin de garantir un passage absolument libre entre la bande de Gaza et la Cisjordanie), l'émergence d'un quelconque Etat palestinien viable est totalement impensable.

Et, bien entendu, on pourrait attendre indéfiniment l'injection de bonne volonté israélienne, aussi chiche puisse-t-elle être… Tous les dirigeants israéliens ont refusé de reconnaître les Palestiniens, d'abord en tant que peuple et, aujourd'hui, en tant que nation. Et, avec l'hypocrisie occidentale typique dès lors qu'il s'agit des Palestinien, personne n'a jamais suggéré l'idée qu'il fallait qu'Israël s'engage à cette reconnaissance.

De fait, les gouvernements israéliens successifs se glorifient de leur refus à étendre aux Palestiniens cette même reconnaissance qu'ils exigent d'eux. Le premier ministre travailliste de sinistre mémoire Golda Meir avait déclaré que les Palestiniens n'existaient pas, ajoutant que les frontières d'Israël, en 1971, étaient déterminées par les lieux où vivaient des juifs, et certainement pas par une ligne tracée sur une carte. Exactement au même moment, elle donnait l'ordre que la Ligne Verte, frontière d'Israël jusqu'à la guerre de juin 1967, fût effacée de toutes les cartes officielles de la région !

Ce legs a fait les gros titres des journaux, la semaine dernière, la ministre colombe de l'éducation nationale, Yuli Tamir, ayant suscité un scandale en publiant un décret stipulant que la Ligne Verte devait être réintroduite dans les manuels scolaires israéliens. Il y eut des protestations véhémentes contre la prétendue « idéologie d'extrême gauche » de la ministre, organisée par des hommes politiques et des rabbins.

D'après des pédagogues israéliens, il n'y a pratiquement aucune chance que les manuels de géographie montrent à nouveau la Ligne Verte, laissent tomber les références à la « Judée – Samarie » (noms bibliques des régions composant la Cisjordanie) ou encore comportent les noms de villes en arabe sur les cartes d'Israël. Les éditeurs privés qui impriment ces manuels refuseraient tout net d'encourir les surcoûts entraînés par la nécessité de réimprimer les cartes, a indiqué le Professeur Yoram Bar-Gal, recteur de la faculté de Géographie de l'Université de Haïfa.

Sensible au tort que cette querelle risquait de causer à l'image internationale d'Israël, et conscient du fait que la directive de Tamir n'a aucune chance d'être mise un jour en application, Olmert a donné un accord de principe à cette modification. « *Rien ne s'oppose à ce que la Ligne Verte figure sur les cartes* », a-t-il dit. Mais dans une déclaration rendant son accord totalement creux, il a ajouté : « *Mais il faut impérativement souligner que tant la position du gouvernement que le consensus populaire excluent tout retour aux frontières de 1967* ».

2. **Le deuxième élément du piège** est, de très loin, généralement beaucoup moins bien comprise. Elle explique l'étrange formulation à laquelle recourt Israël dans la requête qu'il adresse au Hamas. Israël ne demande pas simplement au Hamas de « reconnaître Israël », il lui demande de « **reconnaître le droit à l'existence d'Israël** ». La différence n'est pas simplement d'ordre sémantique.

L'idée qu'un Etat puisse avoir un quelconque droit n'est pas seulement bizarre : elle est totalement étrangère au droit international. Les personnes ont des droits, les peuples ont des droits. Les Etats, non. Et c'est précisément là le point crucial : quand Israël exige que son « droit à l'existence » soit reconnu, le sous-entendu est que nous ne parlons pas, ici, de la **reconnaissance** d'Israël en tant qu'Etat nation ordinaire, mais **en tant qu'Etat d'une population spécifique : les juifs** .

En exigeant la reconnaissance de son droit à l'existence, Israël s'assure du fait que les Palestiniens admettent la nature de l'Etat d'Israël comme si elle était gravée dans le marbre, à savoir sa nature d'Etat juif exclusiviste, d'Etat qui privilégie les droits des juifs au détriment de tous les autres groupes ethniques, religieux et nationaux vivant sur le même territoire. La question des implications d'un tel Etat est très largement débattue, tant par Israël que par les pays occidentaux.

Pour la plupart des observateurs, cela signifie tout simplement qu'Israël doit refuser le retour de millions de Palestiniens qui croupissent dans des camps de réfugiés dans l'ensemble du Moyen-Orient et dont les maisons, en Israël, ont été confisquées au plus grand profit des juifs. Si on permettait à ces réfugiés palestiniens de revenir chez eux, la majorité juive serait compromise du jour au lendemain, et Israël ne pourrait plus se targuer d'être un Etat juif, sauf dans la mesure où l'Afrique du Sud sous apartheid était – officiellement – un Etat « blanc ».

Apparemment, le Premier ministre italien Romano Prodi, fait sienne cette conclusion, après une tournée de lobbying effectuée dans les capitales européennes par la télégénique ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni. D'après le Jerusalem Post, Prodi dit en privé qu'Israël devrait recevoir des garanties, de la part des Palestiniens, quant au fait que son caractère d'Etat juif ne sera jamais remis en question…

Les responsables israéliens trinquent à ce qu'ils considère la première fissure dans le soutien apporté par l'Europe au droit international et aux droits des réfugiés. « Il est important d'obtenir que tout le monde accorde ses violons, sur cette question », a ainsi déclaré un responsable israélien au Jerusalem Post.

Mais en réalité, les conséquences d'une reconnaissance d'Israël en tant qu'Etat juif par les dirigeants palestiniens vont bien au-delà de la seule question du devenir des réfugiés palestiniens. Dans mon livre « *Blood and Religion* » [Sang et religion], j'ai identifié ces conséquences terribles pour les Palestiniens des territoires occupés et pour les Palestiniens, au nombre d'environ un million, qui vivent à l'intérieur d'Israël en qualité de citoyens jouissant – théoriquement – des mêmes droits que les citoyens israéliens juifs.

Je démontre que c'est ce besoin de pérenniser le caractère juif de l'Etat d'Israël, à n'importe quel prix, qui est en réalité le moteur du conflit d'Israël avec les Palestiniens. Aucune solution ne sera possible aussi longtemps qu'Israël persistera à privilégier les juifs au détriment d'autres groupes ethniques en matière de citoyenneté, et à déformer les réalités territoriales et démographiques de la région à seule fin de s'assurer que les chiffres continuent à peser en faveur des juifs.

Bien qu'en fin de parcours le retour des réfugiés représente la plus grande menace pour l' « existence » d'Israé, Israël est confronté à une préoccupation démographique encore bien plus immédiate : le refus des Palestiniens vivant en Cisjordanie de céder les parties de leur territoire qu'Israël convoite (et qu'il ne veut connaître que sous les vocables bibliques de Judée et Samarie).

D'ici dix ans, les Palestiniens des territoires occupés et le million de citoyens palestiniens vivant à l'intérieur d'Israël seront plus nombreux que les juifs, tant ceux qui vivent en Israël que les colons juifs en Cisjordanie.

Ce fut d'ailleurs là une des raisons principales du « désengagement » israélien de la bande de Gaza : Israël était en mesure de prétendre que, même s'il continuait à occuper militairement ce petit territoire, il n'était désormais plus responsable de la population qui y vivait. En retirant quelques milliers de colons de la bande de Gaza, ce ne sont pas moins de 1, 4 million de Gazaouis qui furent effacés du panneau d'affichage des scores démographiques…

Mais même si la 'perte' de Gaza a repoussé de quelques années la menace d'une majorité palestinienne dans le grand Etat ambitionné par Israël, elle n'a pas magiquement garanti la pérennité d'Israël en tant qu'Etat juif. En effet, les citoyens palestiniens d'Israël, même s'ils sont une minorité ne représentant pas plus d'un cinquième de la population israélienne, sont potentiellement en mesure de faire s'écrouler la totalité du château de cartes.

Durant la décennie écoulée, ils n'ont cessé de demander qu'Israël soit réformé et passe de son statut d'Etat juif, qui les discrimine systématiquement et qui dénie leur identité palestinienne, à celui d' « Etat de tous ses citoyens », c'est-à-dire de démocratie libérale, qui accorderait à tous ses citoyens des droits égaux, qu'ils s'agisse de ses citoyens juifs ou de ses citoyens arabes.

Israël a qualifié la revendication d'un Etat pour tous ses citoyens de subversion et de trahison, car il s'est rendu compte qu'au **cas où Israël deviendrait une démocratie libérale** , alors les citoyens palestiniens pourraient à juste titre exiger :

– le droit d'épouser des Palestinien(ne)s des territoires occupés et de la diaspora, ce qui leur conférerait la citoyenneté israélienne – ce que des responsables ont qualifié de « droit de retour par la porte de service » ;

– le droit de ramener en Israël des parents réfugiés palestiniens, en vertu d'un programme de Droit au Retour qui ne serait qu'un pâle reflet de la loi, bien réelle, elle, dite « Loi du Retour », qui garantit à tout juif, n'importe où dans le monde, un droit automatique à la citoyenneté israélienne.

Afin d'écarter la première de ces menaces, Israël a adopté en 2003 une loi raciste de manière flagrante, qui rend pratiquement impossible aux Palestiniens de nationalité israélienne d'amener un conjoint palestinien en Israël. Pour l'instant, ces couples n'avaient pratiquement pas d'autre choix que demander le droit d'asile à l'étranger, au cas où d'autres pays s'avéreraient désireux de les accueillir.

Mais à l'instar du désengagement de Gaza, ce texte n'est qu'une tactique dilatoire, et certainement pas une solution au problème de l' « existence » d'Israël. Aussi, en coulisses, Israël continue-t-il à suggérer des idées qui, prises ensemble, aboutiraient à l'expulsion de larges secteurs de la population palestinienne d'Israël au-delà de ses frontières, et à la déchéance de leurs droits politiques de tous les « citoyens » arabes restant – à moins qu'ils ne jurent loyauté à l' « Etat juif et démocratique », renonçant du même coup à leur exigence qu'Israël se réforme lui-même afin de devenir une démocratie progressiste.

Pour l'Etat juif, comme ce fut le cas, il n'y a pas si longtemps, pour l'apartheid des Blancs en Afrique du Sud, c'est la fin des haricots. Les Israéliens en sont conscients, qui se disent : « *si nous voulons survivre, alors nous devons être à même de faire n'importe quoi afin de nous maintenir au pouvoir, même si cela signifie violer systématiquement les droits humains de tous ceux que nous dominons et qui n'appartiennent pas à notre propre groupe [ethnique]* ».

En fin de compte, les conséquences du fait de permettre à Israël de demeurer un Etat juif seront ressenties par nous tous, où que nous vivions sur la Planète. Et ce, non seulement en raison des retombées de la colère persistante et croissante des mondes arabe et musulman devant le deux poids – deux mesures perpétré par l'Occident entre Israël et les Palestiniens.

Etant donné la conception qui est celle d'Israël, selon laquelle la chose la plus urgente n'est ni la paix ni un règlement régional avec ses voisins, mais bien, en revanche, la nécessité de garantir une majorité juive, à n'importe quel prix, afin de protéger son « existence », **Israël ne pourra qu'agir d'une manière qui mette en danger la stabilité tant régionale que mondiale** .

Un petit avant-goût nous en est suggéré par le rôle joué par les partisans d'Israël à Washington dans la plaidoirie en faveur de l'invasion de l'Irak, ainsi que, l'été dernier, par l'agression israélienne contre le Liban. Mais elle est plus qu'évidente dans les battements de tam-tam en préparation d'une guerre contre l'Iran…

Israël est depuis l'origine à la tête des tentatives en vue de qualifier le régime iranien de profondément antisémite, et de donner à voir que les ambitions présumées qu'aurait ce pays d'acquérir des armes nucléaires ne seraient commandées que par la seule obsession de « rayer Israël de la carte » – une odieuse déformation mesquine et calculée des propos du président iranien Mahmoud Ahmadinejad.

La plupart des observateurs ont présumé qu'Israël était sincèrement préoccupé pour sa sécurité et par la peur d'une attaque nucléaire contre lui, aussi improbable que soit l'idée que même les régimes musulmans les plus fanatiques puissent s'aviser, sans être provoqués, de lancer des armes nucléaires contre un minuscule territoire qui renferme certains des lieux saints les plus sacrés de l'Islam, à Jérusalem…

Mais en réalité, il y a une autre raison pour laquelle Israël est préoccupé par l'idée qu'un jour **l'Iran** puisse être doté d'armes nucléaires – une raison qui n'a strictement rien à voir avec les notions conventionnelles de la sécurité nationale.

Le mois passé, Ephraim Sney, un des généraux les plus étoilés d'Israël, qui est aujourd'hui vice-ministre de la Défense d'Olmert, a révélé que la préoccupation première du gouvernement israélien n'était pas la menace représentée par un Ahmadinejad lançant des missiles nucléaires contre Israël, mais bien l'effet que la détention par l'Iran d'armes de cette nature ne manquerait pas d'avoir sur des juifs misant tout sur le fait qu'Israël détienne le monopole de la menace nucléaire.

Autrement dit, le gouvernement israélien est en train d'envisager soit sa propre frappe préemptive contre l'Iran, soit l'idée d'inciter les Etats-Unis à procéder eux-mêmes à une attaque de cette nature – en dépit des conséquences terribles qu'elle aurait pour la sécurité mondiale – au simple motif qu'un Iran devenu « nucléaire » risquerait de faire d'Israël un endroit moins attractif pour les juifs, conduisant à une augmentation de l'émigration [des juifs faisant leur « yorda », c'est-à-dire disant bye-bye à Israël, ndt] et renversant, de ce fait, la balance démographique en faveur des Palestiniens.

Une guerre régionale – et éventuellement une guerre mondiale – risque d'être déclenchée simplement afin de s'assurer que l' « existence » d'Israël en tant qu'Etat offrant des privilèges exclusifs aux juifs puisse perdurer.

Dans notre propre intérêt, à nous tous, nous devons espérer que les Palestiniens et leur gouvernement Hamas tiendront bon, et continueront à refuser de reconnaître « le droit à l'existence d'Israël ».

Jonathan Cook

Traduction française originale de M. Charbonnier, révisée par F. Giudice, membres de Tlaxcala (www.tlaxcala.es) réseau de traducteurs pour la diversité linguistique.